

Étude de cas sur le plaidoyer

HONDURAS : ENREGISTRER DES DROITS FONCIERS POUR DES HABITATIONS INFORMELLES

PAYS :	Honduras
THÈMES :	Corruption ; terres et propriété ; violence et menaces
APPROCHES DE PLAIDOYER :	Mobilisation de l'Église et de la communauté ; représentants gouvernementaux : rencontrer ; mécanismes juridiques

L'Église mennonite Iglesia d'Amor, Fe y Vida (Église de l'amour, de la foi et de la vie) est située dans le bidonville de Flor del Campo, aux portes de la capitale hondurienne, Tegucigalpa. Cette zone était auparavant un terrain que des populations squattaient illégalement et elle était rongée par la violence des gangs, la criminalité, la toxicomanie et le chômage.

Pendant de nombreuses années, l'Église s'est attachée à transformer cette zone pour que ses habitants puissent mener une vie épanouie. Le pasteur a commencé par enseigner la mission intégrale aux membres de l'Église, recourant à des études bibliques pour expliquer tous les aspects du rôle de l'Église dans la société et le monde. Au fur et à mesure de ces enseignements, les membres de l'Église se sont interrogés sur ce que cela pouvait signifier pour eux concrètement et ils ont fini par identifier des problèmes particuliers dans leur communauté qui nécessitaient leur intervention. Comme de nombreuses personnes de la communauté vivaient dans des taudis, sans aucun droit de propriété et quasiment sans services publics, ils ont décidé de se concentrer d'abord sur la question de l'enregistrement foncier.

Par chance, le pasteur et plusieurs membres de l'Église entretenaient déjà de bonnes relations avec les représentants de la municipalité, ce qui signifiait qu'ils connaissaient des personnes qui pourraient aider les gens à devenir légalement propriétaires des terres sur lesquels ils vivaient. Ils n'avaient toutefois pas anticipé certaines difficultés auxquelles ils se sont trouvés confrontés, notamment l'opposition d'un homme riche d'une communauté avoisinante, qui prétendait être propriétaire de toute la zone de Flor del Campo et qui demandait des loyers exorbitants aux membres de la communauté. L'Église voulait faire appel à un conseiller juridique pour savoir comment répondre mais elle s'est rendu compte qu'elle n'avait pas les moyens de le faire. Ce n'est que quand elle a commencé à travailler avec Tearfund et son partenaire Asociación para una Sociedad más Justa (Association pour une société plus juste) qu'elle a pu accéder gratuitement aux conseils juridiques dont elle avait besoin.

Dès que l'Église a commencé à se préoccuper de ce problème d'enregistrement foncier, elle a reçu de nombreuses menaces de la part de personnes ayant des liens avec le gouvernement et avec la mafia. Trois responsables des pouvoirs locaux ont été tués pour avoir publiquement accordé leur soutien à l'Église sur cette question. Lorsque d'autres Églises ont vu ce qui se passait, elles ont refusé de travailler avec l'Église de l'amour, de la foi et de la vie, car elles redoutaient ce que pourrait signifier pour elles la moindre association avec le pasteur et sa congrégation. Cela a été une grande source de frustration pour le pasteur, qui souhaitait enseigner la mission intégrale aux autres Églises afin qu'elles arrêtent, dans leur travail, de dissocier complètement le domaine spirituel du domaine social.

La bataille juridique qui a suivi a duré longtemps. L'homme qui prétendait être propriétaire de Flor del Campo exigeait que chaque membre de la communauté lui verse une somme d'argent considérable pour obtenir un titre de propriété. Conseillée par son avocat, la communauté a sommé l'homme de fournir la preuve attestant de son droit de propriété ; cette tactique a parfaitement fonctionné puisqu'il n'était pas en mesure de fournir au tribunal les documents prouvant qu'il était bien le propriétaire de ces terres. Le tribunal a jugé que les loyers qu'il recevait étaient perçus de manière illégale et, comme il n'avait jamais été propriétaire des terres, le transfert de propriété ne le concernait absolument pas.

En fin de compte, l'affaire a été réglée et il a été demandé à chaque foyer, quelle que soit sa taille, de ne payer qu'une petite somme à la ville de Tegucigalpa – juste un peu plus du quart de la somme réclamée par le soi-disant propriétaire.

Malheureusement, lorsque les membres de la communauté ont enfin reçu les documents attestant de leurs droits fonciers, le président de la municipalité s'est attribué tout le mérite de cette victoire dans les médias. Mais en réalité, c'est l'Église qui a réussi à faire valoir les droits fonciers des communautés, et c'est grâce à elle que ces droits ont enfin été reconnus par la loi.